



DU BLÉ POUR LA SANTÉ

**13 SEPTEMBRE, 13H,
MONT DES ARTS, BRUXELLES**

Le personnel des soins de santé, toutes institutions confondues, dénonce ses conditions de travail depuis des années. Entre sous-effectifs, bas salaires, augmentation des cadences, management impitoyable et autoritaire, c'est tout un secteur qui tire la sonnette d'alarme sur son vécu et les conséquences dramatiques des choix politiques insensés sur la qualité des soins. À elle seule, De Block a permis d'économiser 2,3 milliards d'euros dans un secteur des soins déjà gravement atteint. Arrêts de travail, grèves, manifestations n'ont été jusqu'à présent accueillis qu'avec mépris par la classe dirigeante.

La pandémie actuelle a mis en pleine lumière le dénuement des soins de santé. Les négligences des gouvernements successifs envers ce secteur ne peuvent plus être niées. Les coupes budgétaires dans les soins de santé de ces dernières années et l'absence d'écoute et de réaction du gouvernement face aux difficultés éprouvées dans le secteur ont pesé lourdement sur les conséquences de la pandémie. Un personnel épuisé et en sous-effectif a dû gérer des situations extrêmement graves et compliquées, avec un afflux de patients critiques jamais vu auparavant.

Les soins de santé, ce sont aussi des maisons de repos lâchement abandonnées, sans matériel ni test. Des situations dantesques ont été créées, souvent fatales pour les pensionnaires et le personnel. Il aurait été techniquement possible de soigner tout le monde dans les meilleures conditions si le monde politique avait écouté les revendications légitimes portées par le personnel des insti-

tutions de soin depuis des années. Mais ces derniers ont dû faire face, seuls, à l'incurie des responsables politiques.

Le recul du gouvernement

C'est dans ce contexte que le gouvernement a dernièrement fait passer en force deux arrêtés royaux dans le cadre des pouvoirs spéciaux. L'action très médiatisée du personnel de l'hôpital Saint-Pierre lors d'une visite de la Première ministre, combiné à des préavis de grève déposés par différentes organisations syndicales, a forcé le gouvernement Wilmès à suspendre l'application de ces deux arrêtés royaux légitimement décriés. Quiconque estime que le mécontentement du personnel se limitait à ces arrêtés royaux se trompe.

1 milliard d'euros

Il semble qu'une énorme somme d'argent ait été mise à disposition des soins de santé fédéraux. Mais cela ne suffit pas pour inverser les économies de De Block : 2,3 milliards d'euros. La situation qui prévalait avant le gouvernement Michel était déjà loin d'être bonne. Depuis des décennies, tous les gouvernements - y compris avec la social-démocratie et la démocratie chrétienne - ont sabré dans les soins de santé et la sécurité sociale. Ce milliard d'euros n'est du reste pas venu parce que les politiciens ont soudainement réalisé qu'il fallait plus de moyens, mais parce qu'ils avaient peur de la colère du personnel et de la solidarité dont ce dernier bénéficie dans la population. Comme l'a fait remarquer le dirigeant du CD&V Servais Verherstraeten : «La paix sociale dans ce secteur peut avoir un prix.»

Construisons la riposte

Pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs en première ligne et toutes celles et ceux qui subissent de plein fouet la politique antisociale depuis des années, il est crucial d'obtenir des victoires. La question du refinancement des soins de santé et de la sécurité sociale est un de ces terrains de lutte sur lequel on doit s'engager activement pour tenter d'obtenir de telles victoires. Pour cela, il sera nécessaire de mobiliser le plus largement possible et d'investir les rues en nombre. Mais il faudra aussi agir par la grève partout où cela sera possible. La santé concerne tout le monde, tant travailleuses et travailleurs du secteur que la population en général.

Construisons un mouvement populaire large pour refinancer nos soins, améliorer les conditions de travail et offrir des soins de santé de qualité pour toutes et tous ! Arrachons des victoires qui peuvent redonner confiance à l'ensemble de notre camp ! Mobilisons tous ensemble la manifestation de La santé en lutte du 13 septembre !

Le bourgmestre de Bruxelles Philippe Close (PS) voulait interdire la manifestation de la santé du 13 septembre. Une lettre ouverte de 600 prestataires de soins a demandé la levée de cette interdiction en affirmant que la manifestation elle-même est une question de santé publique ! Cette manifestation aura bien lieu. Participez-y et mobilisez vos collègues. Rendez-vous le 13 septembre à 13h au Mont des Arts (près de la Gare Centrale) à Bruxelles.

PSL
Parti Socialiste de Lutte
WWW.SOCIALISME.BE
FB : SOCIALISME.BE

Nous savons comment les médias établis parlent de notre colère ! On ne peut pas compter sur eux ! Achetez le journal Lutte Socialiste pour 2 € ou prenez un abonnement à 20 € (ou plus en soutien).

